

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 18 mars 2021
(Convocation du 10 mars 2021)

Aujourd'hui, le dix-huit mars deux mille vingt et un à 10h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Madame Céline SALLES

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	30
• Voix	193
Pouvoirs	
• Nombre	2
• Voix	15
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	32
• Voix	208
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents en visioconférence :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Céline SALLES, Christophe TERRAIN, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Xavier LAGRAVE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Bernard SOUDAR
- Pour les Régions membres : Monsieur Andde SAINTE-MARIE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard KRZYNSKI
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe BRETHERS, Pierre LAJUS, Philippe BARON, Philippe CASTETS, Jean-Marc LESCOUTE, Denis LANUSSE, Pierre CAZERES, Jean-Pierre REMY, Laurent NOLIBOIS, Jean-Emmanuel DARGELOS, Francis BETBEDER
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel CHANUT, Christian DUCOS, Jean-Jacques DANE, Bernard LABADIE, Daniel ARRIBERE

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Madame Dominique DEGOS
- Pour les communautés de communes membres : Madame Pascale REQUENNA

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Charles PELANNE, Thierry CARRERE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe CASTEL
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle CAZALIS, Christine FOURNADET, Philippe LATRY, Michel CUYAUBE, Didier GAUGEACQ, Jean-Michel LE BIHAN, Christophe PUGNETTI, Jean-Yves ARRESTAT, Patrick MAUNAS
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Didier SAKELLARIDES, Michel BAREYT, Antoine LEQUERTIER, Bernard LOUGAROT

Secrétaire de séance : Madame Christiane AUTIGEON



OBJET : Conventions / Risques fluviaux - Convention cadre de connaissance des infrastructures des collectivités publiques avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes (CDG40)

Exposé des motifs :

Depuis 2017, le CDG40 a initié une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui a consisté dans un premier temps à créer un groupement de commandes pour accompagner les collectivités adhérentes dans la gestion des infrastructures publiques (ERP, IOP, infrastructures publiques) qui sont également des lieux de travail des agents de la fonction publique territoriale et répond à un besoin de santé et sécurité professionnelles.

Cette mission de service public a pour objectif, d'une part, d'aider à sécuriser les conditions et l'environnement de travail des agents publics et répondre aux exigences de prévention, de santé et sécurité de ces derniers et d'autre part, d'accompagner les collectivités à répondre favorablement aux contraintes légales en matière de sécurité.

Au cours de ces missions, le service marchés publics/groupements de commandes du CDG40 emploie des matériels et équipements de contrôle et de captation de données techniques visant à numériser plusieurs séries d'informations et de communication qui permettront ensuite aux collectivités de répondre aux mieux à leurs contraintes légales et réglementaires en matière de sécurité et d'environnement sur leur territoire. Dans ce cadre, le centre de gestion propose aujourd'hui un service de suivi des ouvrages des collectivités par drone.

L'Institution Adour, dans le cadre de ses missions de surveillance des ouvrages de protection contre les inondations ou de la mobilité des cours d'eau est susceptible de pouvoir bénéficier d'un tel service. Aussi, un projet de convention a été établi avec le CDG40 listant l'ensemble des missions pouvant solliciter le service dédié. Cela concerne aussi bien l'état des ouvrages de protection contre les inondations, que le recueil éventuel d'enveloppe de crue ou l'enregistrement d'images géoréférencées sur des secteurs fortement soumis à la mobilité du fleuve.

L'enveloppe financière dédiée à cette action est identifiée dans la fiche programme n°11 et se porte à 6 000 € TTC.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'approuver les termes du projet de convention établi avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes tel que ci-annexé,
- D'autoriser le Président à signer la convention-cadre ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.



Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 18 mars 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

CONVENTION-CADRE

« CONNAISSANCE DES INFRASTRUCTURES DES COLLECTIVITES PUBLIQUES »

Entre les soussignés :

L'établissement public territorial de bassin Institution Adour représenté son Président Paul CARRERE, agissant en vertu d'une délibération du comité syndical en date du .

Et,

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes (CDG 40) représenté par sa Présidente, , agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du ;

Vu l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - CONTEXTE

Pour ce qui concerne l'établissement public territorial de bassin Institution Adour :

Constituée en 1978 entre les quatre Départements du bassin de l'Adour avec la vocation de conduire des opérations d'aménagement hydraulique sur le bassin de l'Adour, l'Institution Adour est devenu établissement public territorial de bassin (EPTB) en 2007.

Transformé en syndicat mixte ouvert en 2017, et après adhésion de plusieurs collectivités intéressées à la gestion coordonnée et durable de l'eau dans sa dimension « grand cycle », l'Institution Adour compte actuellement parmi ses membres les quatre Départements, vingt-trois EPCI-FP, neuf syndicats de sous-bassins versants et une Région, et conduit pour leur compte différentes missions ayant trait notamment à la gestion intégrée de la ressource en eau, la préservation de la biodiversité, la prévention des inondations...

Pour la conduite de certaines missions, relevant de la surveillance d'ouvrages intéressant la sécurité publique (digues de réservoir de soutien d'étiage ou digues de protection contre les inondations), du suivi d'opération (restauration de champs d'expansion de crues, recharge sédimentaire du fleuve,...) ou de la collecte de données (cartographie des inondations), l'Institution Adour est intéressée pour conduire en partenariat avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale, une



expérimentation visant à développer l'utilisation des techniques d'acquisition de données par drone.

Pour ce qui concerne le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes :

En vertu de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, le Centre de gestion des Landes a mis en place une mission d'aide administrative et de numérisation de données visant à aider les collectivités affiliées ou non affiliées du département des Landes relative à la gestion des infrastructures gérées en propre ou déléguées.

Depuis une délibération en date du 10.11.2017, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage a consisté dans un premier temps à créer un groupement de commandes pour accompagner les collectivités adhérentes dans la gestion des infrastructures publiques (ERP, IOP, infrastructures publiques) qui sont également des lieux de travail des agents de la fonction publique territoriale et répond à un besoin de santé et sécurité professionnelles

Cette mission de service public a pour objectif, d'une part, d'aider à sécuriser les conditions et l'environnement de travail des agents publics et répondre aux exigences de prévention, de santé et sécurité de ces derniers. D'autre part, d'accompagner les collectivités à répondre favorablement aux contraintes légales en matière de sécurité. Aujourd'hui, cette mission permet d'accompagner plus de 90 communes et autres personnes publiques pour un parc immobilier de plus de 845 infrastructures.

Au cours de ces missions, le service marchés publics/groupements de commandes du CDG40 d'une part, emploie des matériels et équipements de contrôle et de captation de données techniques visant à numériser plusieurs séries d'informations et de communication qui permettront ensuite aux collectivités de répondre aux mieux à leurs contraintes légales et réglementaires en matière de sécurité et d'environnement sur leur territoire. D'autre part, il réalise en sus plusieurs types de tâches administratives liées à l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

L'élaboration et la mise en œuvre de cette assistance s'appuie sur les compétences et expertises propres à chaque agent du service qui sont tous agréés ou diplômés pour cela : conseil juridique, conseils sur les règles de construction et de sécurité propres à la gestion des ERP, analyse des performances énergétiques, salubrité des bâtiments, prises de données par drone, photogrammétrie, thermie et autres. Ces expertises permettent aujourd'hui d'apporter une aide aux collectivités locales.

ARTICLE 2 - CONTEXTE DE LA PRESENTE CONVENTION

Dans le cadre de ses missions, l'établissement public territorial de bassin Institution Adour est chargé d'intervenir en qualité de chef de file mais aussi de maître d'ouvrage.

Ses missions impliquent notamment, pour les agents de l'Institution Adour, d'assurer la gestion et la protection des milieux aquatiques, de la ressource en eau et le risque crue inondation ainsi que la réalisation de missions de contrôle, d'évaluation, de numérisation et d'archivage des informations sur l'eau. Ces missions sont réalisées sur un environnement de travail propre au périmètre d'intervention d'Institution Adour : lit de l'Adour et ses affluents, berges, accotements, ouvrages en lit mineur et lit majeur, ...

La présente convention a pour vocation d'expérimenter le recours à l'acquisition de données au moyen d'un drone pour la conduite d'opérations listées ci-après, réalisées par l'Institution Adour, afin que ces techniques puissent être développées par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes et être proposées aux collectivités landaises.

ARTICLE 3 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser le cadre de cette expérimentation conduite par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes et l'Institution Adour

ARTICLE 4 – PLANNING - REALISATION DE LA MISSION

Les missions envisagées consistent à expérimenter l'utilisation du drone pour :

1. La surveillance d'ouvrages de protection contre les inondations (talus, érosions internes et externes, sous-cavements, ...) :
 - La surveillance de la digue de protection contre les inondations de Vicq-d'Auribat, Saint-Jean-de-Lier, Onard, Gousse,
2. Le suivi de sites sensibles dans le cadre de la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour
 - Le suivi de l'opération de reconnexion de champ d'expansion de crue et de rechargement sédimentaire à Saint-Sever,
 - Le suivi de l'évolution des méandres de l'Adour et de la bathymétrie sur le site de Bordères-Cazères-Renung (site des saligues),
 - Le suivi de l'évolution du lit de l'Adour au droit du site de Cazères-sur-l'Adour (amont du pont Eiffel),
3. La récolte de données en période d'inondation au droit des secteurs à enjeux (hauteur d'eau et emprise de la zone inondée),
 - Périmètre du PAPI de Dax (zone urbaine de Dax, et zones habitées d'Onard, Gousse, Saint-Jean-de-Lier et Vicq-d'Auribat),

Les actions nécessitant des relevés dont la fréquence est connue et pré-établie sont les suivantes :

Site	Mission	Fréquence	Début - Fin	Temps nécessaire estimé
Site en amont du seuil d'Augreilh à Saint-Sever	2	1 fois par an à l'étiage	Printemps 2021 – Été 2023	0,5 jour / an (prise de vue) + 1 jour (traitement)
Site des Saligues	2	1 fois par an	Printemps 2021 – Été 2023	0,5 jour / an (prise de vue) + 1 jour (traitement)
Site en amont du Pont Eiffel	2	1 fois par an	Printemps 2021 – Été 2023	0,5 jour / an (prise de vue) + 1 jour (traitement)

Les actions dont les relevés sont conditionnés à un évènement (crue) dont les caractéristiques et la fréquence sont imprévisibles sont les suivantes :

Site	Mission	Période potentielle	Déclenchement du relevé	Temps nécessaire à la prise de vue
Ouvrages de protection Maisonnave-RD10	1	Octobre à juin	A la décrue	2 jours de prise de vue
Périmètre du PAPI de Dax	3	Octobre à juin	Pendant la crue (délai de prévenance proche de 0)	1 jour minimum

**ARTICLE 5 – MOYENS****a) Les moyens mis à disposition par le CDG 40**

- Ressources humaines :
 - Un agent breveté drone, formé et déclaré auprès de la DGAC ;
 - Un ingénieur ;
 - Un juriste.
- Ressources matérielles :
 - Un drone DJI Mavic 2 Pro et un logiciel de traitement des données Pix4D pour la photogrammétrie ;
 - Un sondeur bathymétrique et un logiciel de traitement des données bathymétriques.

b) Les moyens mis à disposition par Institution Adour

- Un ingénieur tenant le rôle de coordonnateur ;
- Un technicien intervenant en accompagnement de l'opérateur pour l'accès aux infrastructures ;

ARTICLE 7 – NATURE DE LA CONVENTION

Il échoit à Institution Adour de solliciter le service Marchés publics/Groupements de commandes du CDG40 à chaque fois que cela est nécessaire pour la réalisation de l'objet de la présente convention.

Annexée à la présente et autant que cela est possible, les parties conviendront, dès la signature, de la planification des tâches à accomplir et des délais de restitution pour chaque année que couvrira la convention.

Cette planification tiendra compte des missions prévisibles. Les parties pourront convenir de nouvelles missions en cours d'exécution.

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION

Les missions confiées par Institution Adour devront être réalisées sur une période courant du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023. Soit une durée de 36 mois.

Elle pourra être renouvelée par simple accord des parties.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE

Dans le cadre de la présente convention, l'ensemble des intervenants sont couverts et garantis par les contrats d'assurance souscrits par le CDG 40 (responsabilité civile, risques statutaires et autres...) ou par l'Institution Adour en couverture de leurs propres agents.

Ces contrats d'assurance garantissent également les risques de toute nature pouvant être occasionnés par ces personnels dans le cadre de leur mission au sein des collectivités.

ARTICLE 8 – MODALITES FINANCIERES

Pour l'année 2021, le coût d'une demi-journée d'intervention est fixé à 350 € TTC.

Le montant alloué à l'opération est de 6 000 € TTC maximum.



En fin d'année, le centre de gestion de la fonction publique des landes étalonne la facture pour le bon des missions réalisées pour l'Institution Adour dans le cadre de cette convention.

L'Institution Adour procédera au versement annuel sur présentation de cette facture faisant état de l'état réel des missions réalisées au cours de l'année écoulée.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Le Président du CDG 40,

Le Président d'Institution Adour,

Projet